



*Photo de famille avec les planteurs privés de l'AVT*

Un séminaire de partage et d'échange d'expériences entre les propriétaires de forêts privés regroupés au sein de l'Association pour une Afrique Verte Togo (AVT) et l'Unité de Coordination Nationale REDD+ s'est déroulé du 15 au 17 février 2016 à l'Hôtel Ivans Piazza à Kpalimé.

La cérémonie d'ouverture de ce séminaire a été présidée par le préfet de Kloto M. Kokou Assan. *« L'ambition d'une couverture forestière de 30% d'ici à l'horizon 2050 que nourrit le Togo ne peut se réaliser qu'avec la participation de tous les secteurs et de tous les acteurs de développement de notre pays. C'est pourquoi je salue la tenue de ce séminaire d'échange d'expériences avec les propriétaires de forêts privées »* a affirmé le Préfet de Kloto.

Auparavant le Directeur Général de l'Office de Développement et d'Exploitation des Forêts (ODEF) M. Edjidomélé GBADOE et la Secrétaire Générale Adjointe de l'Association pour une Afrique Verte Togo (AVT) Mme GABA ont souhaité la bienvenue aux participants à ce séminaire. Pour le Chef de la mission de suivi et d'appui de la Banque mondiale, Dr Koffi HOUNKPE, *« la faible couverture forestière du Togo et la réduction progressive de cette superficie forestière sont des éléments qui ont fortement orienté le choix du pays à développer et mettre en œuvre le mécanisme REDD+ »*. Le Coordonnateur

National REDD+ M. Hè mou ASSI a indiqué que *« le processus REDD+ va aider le Togo à mieux planifier son développement. Pour y arriver, il faut une implication de tous les acteurs. Ce séminaire avec les planteurs privés s'inscrit dans le cadre du programme de consultation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du processus REDD+ »*.



*Les planteurs privés suivent une présentation sur le processus REDD+ au Togo*

Cette rencontre avec les planteurs privés s'inscrit dans le cadre des campagnes d'information et de dialogue initial avec l'ensemble des parties prenantes au processus REDD+ au Togo.



*Photo de famille des participants à l'atelier de validation des termes de référence des études*

Les études analytiques en vue de la préparation de la stratégie nationale REDD+ du Togo vont bientôt démarrer. Ceci à la faveur de l'atelier technique d'évaluation des avis à manifestation d'intérêt publiés par l'Unité de Coordination Nationale REDD+ qui s'est tenu du 11 au 14 Mai 2016 au Roc Hôtel d'Atakpamé. Les études à mener portent entre autres sur les causes et les conséquences de la déforestation et de la dégradation des forêts au Togo, l'intégration du secteur forestier dans les autres secteurs connexes, les options stratégiques de la REDD+, le système national de suivi des forêts, l'analyse socio-économique de la contribution du secteur forestier à l'économie du Togo, la dynamique de l'utilisation du bois-énergie au Togo, le développement des mécanismes de gestion des plaintes et de règlement des conflits, l'utilisation des terres, la gouvernance carbone, la communication sur le processus REDD+.

Selon Totétièbe DAMETOUGLE, Coordonnateur National Adjoint, Chargé d'Appui au Programme à

l'Unité de Coordination Nationale, « les études une fois réalisées permettront d'affiner les options stratégiques préliminaires retenues dans le document de proposition de mesures pour l'Etat de préparation à la REDD+ du Togo. Toutefois, les résultats de ces études seront discutés avec les populations à la base afin de s'assurer que la stratégie nationale REDD+ à venir sera acceptée par tous ».



*Travaux en groupes lors de l'atelier de validation des termes de références*

Avant la tenue de cet atelier technique, un atelier de validation des termes de référence pour la réalisation de ces différentes études s'était déjà déroulé du 17 au 21 janvier 2016 au Grand Hôtel du 30 Août de Kpalimé. La rencontre a rassemblé une quarantaine de participants venus de différents ministères, des organisations paysannes, des associations de femmes, des propriétaires des forêts privées et des organisations non gouvernementales.



*Photo de famille avec les membres de la commission Environnement et Changements Climatiques de l'Assemblée Nationale*

L'Unité de Coordination Nationale REDD+ a entamé le 07 janvier 2016 une tournée d'information et d'échanges avec les ministères et structures impliqués dans la mise en œuvre du processus REDD+ au Togo. Les membres de l'Unité de Coordination Nationale étaient le 07 janvier au ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, le 08 janvier au ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation et le 27 janvier à l'Assemblée Nationale.

Selon Hèmou ASSI, Coordonnateur National de la REDD+, « L'objectif de cette tournée est d'informer les ministères et structures partenaires du démarrage du projet de soutien à la préparation à la REDD+ et leur rappeler la contribution qui est attendue d'elles dans la conduite du processus REDD+ dans lequel notre pays s'est engagé ». Pour le Coordonnateur National, le processus REDD+ doit être participatif, inclusif et transparent. Selon lui, aucune couche de la population ne devrait être exclue de ce processus. « Nous attendons de vous que vous puissiez mobiliser les femmes et les autres couches vulnérables à la base afin qu'elles puissent participer aux discussions sur toutes les questions en lien avec la REDD+ au Togo » a déclaré M.

Hèmou ASSI à l'endroit des partenaires du ministère en charge de l'action sociale.



*Une présentation du processus REDD+ au ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation*

Au siège de l'Assemblée Nationale, la délégation de l'Unité de Coordination Nationale REDD+ a rencontré les députés membres de la commission de l'environnement et des changements climatiques. « Vous êtes des acteurs clés de ce processus. Il était donc normal qu'après le lancement national du projet de soutien à la préparation à la REDD+ le 08 octobre 2015 et avant son lancement dans nos différentes régions, nous venions vous voir pour vous expliquer le processus et solliciter votre appui dans la mobilisation des populations afin que leur implication et leur mobilisation pour une meilleure participation au cours des consultations sur le terrain soient facilitées », a poursuivi M. ASSI à l'endroit des Honorables députés.

Cette tournée de l'Unité de Coordination Nationale REDD+ se poursuivra auprès d'autres institutions de l'Etat, notamment à la Primature, ainsi qu'auprès des ministères en charge de l'agriculture, du développement à la base, de l'énergie, de l'eau, de la planification et l'aménagement du territoire, de l'économie, de l'enseignement supérieur et de la justice.



L'Unité de Coordination Nationale REDD+ a organisé le 13 mai 2016 à la FOPADESC à Lomé, un atelier national d'information et d'échange avec les responsables des organisations de la société civile sur l'état d'avancement du processus REDD+ au Togo. Dans la même optique, cinq ateliers régionaux ont regroupés par la suite les organisations de la société civile des régions économiques du pays du 17 au 23 mai 2016. La délégation de l'Unité de Coordination Nationale REDD+ était successivement à Tsévié le 17 Mai pour le compte de la région maritime, le 18 Mai à Atakpamé pour le compte de la région des plateaux, le 19 Mai à Sokodé pour la région centrale, le 20 Mai à Kara pour la région de la Kara et le 23 Mai à Dapaong pour la région des savanes.

Selon Hè mou ASSI, Coordonnateur National REDD+, ces ateliers visent à « sensibiliser et échanger avec les organisations de la société civile sur le processus REDD+ et les amener à s'organiser et à se mobiliser pour pouvoir participer de manière plus efficace et coordonnée au processus d'élaboration de la stratégie nationale REDD+ ».

Les discussions et les échanges avec les organisations de la société civile lors de ces ateliers ont porté sur l'état d'avancement du processus REDD+ au Togo, les rôles et responsabilités des

organisations de la société civile dans le processus REDD+ , les stratégies pour une implication active et coordonnée des organisations de la société civile dans le processus, ainsi que les pistes et modalités de collaboration entre les organisations de la société civile et l'Unité de Coordination Nationale REDD+ dans la conduite du processus. « Vous avez activement participé à l'élaboration du document de propositions de mesures pour l'état de préparation à la REDD+. Il est donc normal que dans la mise en œuvre de ce document stratégique, vous soyez informés sur l'état d'avancement afin de vous organiser pour jouer pleinement votre partition » a déclaré Totétièbe DAMETOUGLE, Coordonnateur National REDD+ Adjoint, à l'endroit des organisations de la société civile.

Selon l'un des responsables des organisations de la société civile, « les réseaux régionaux sont déjà bien organisés et peuvent servir de plateformes pour l'implication des organisations de la société civile dans la conduite du processus REDD+. Au niveau national, les faitières existantes vont s'organiser pour la mise en place d'une entité qui pourra prendre entre autres dénominations 'plateforme nationale', 'coalition nationale', 'consortium national' ou encore 'Réseau National des ONG' ». « Nous sommes conscients de notre rôle dans la conduite de ce processus et nous sommes déjà en train de prendre des mesures pour nous mettre ensemble dans le cadre d'une plateforme unique en vue d'accompagner le processus » a déclaré Paul Y. KANFITINE, Président de la Fédération Nationale des Réseaux Régionaux des ONG du Togo (FN-RR). L'Unité de Coordination Nationale entend étendre cette campagne d'information et d'échanges à d'autres parties prenantes au processus REDD+ notamment les organisations des producteurs, les femmes, les jeunes et les chefs traditionnels.



L'Unité de Coordination Nationale REDD+ poursuit sa campagne d'information des différentes parties prenantes au processus REDD+ du Togo. Dans cette optique, deux ateliers d'information et d'échange avec les organisations de producteurs ont été organisés les 24 et 26 mai 2016. Le premier atelier a regroupé à l'hôtel Kara le 24 mai 2016, les représentants des producteurs de la région centrale, de la kara et des savanes. Le deuxième atelier tenu le 26 mai à l'hôtel le Berceau de Notsè, a regroupé les producteurs de la région maritime et des plateaux.

Selon Hè mou ASSI, Coordonnateur National REDD+, ces ateliers visent à « *sensibiliser et échanger avec les organisations des producteurs sur le processus REDD+ au Togo* ». Selon lui, « *les producteurs, tout comme les autres parties prenantes au processus doivent s'organiser et se mobiliser pour participer de manière efficace et coordonnée au processus d'élaboration de la stratégie nationale REDD+ du Togo* ».

Au cours de ces deux ateliers, les discussions et les échanges avec les membres des organisations de producteurs ont porté sur l'état d'avancement du processus REDD+ au Togo, les rôles et responsabilités des producteurs dans le processus REDD+, les stratégies pour une implication active et coordonnée des organisations de producteurs dans le processus, ainsi que les pistes et modalités de collaboration entre les organisations de producteurs et l'Unité de Coordination Nation

REDD+ dans la conduite du processus. « *Il s'agit d'un processus participatif et inclusif. Aucun sujet n'est tabou. Toutes les questions doivent être débattues afin que nous puissions bâtir une stratégie nationale REDD+ cohérente et acceptée par tous. Vous avez donc un rôle important à jouer en tant que producteurs* » a déclaré Totétièbe DAMETOUGLE, Coordonnateur National REDD+ Adjoint, à l'endroit des organisations de producteurs.



Les organisations de producteurs sont regroupées au sein de la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles (CTOP) avec pour but de « *de promouvoir et de défendre en permanence la valeur d'une agriculture professionnelle, compétitive, dynamique et durable au service des exploitations agricoles paysannes familiales* ». La CTOP a des démembrements au niveau régional et regroupe à ce jour 17 organisations paysannes d'approche filière ou territoire à caractère associatif ou syndical.